

internationales», précisent que nous sommes allés à Chypre pour les motifs les plus puissants d'intérêt national et international bien compris. Nous craignons alors, et nous craignons probablement encore, que le conflit d'importance relativement secondaire qui oppose deux communautés ne déborde et ne dégénère en un conflit entre Grèce et Turquie qui pourrait entraîner des conséquences mondiales. Si l'on tient compte des circonstances qui existaient alors dans les Balkans et le Moyen-Orient, de l'affrontement universel des grandes puissances, je pense que nos craintes étaient justifiées. Il se peut qu'elles le demeurent.

A dire vrai, ce qui est étonnant, c'est que tout se soit aussi bien passé sous la protection de la FNUCYP. Le corps expéditionnaire a réussi à garder dans une large mesure la paix entre les communautés «sur l'île». Elle a donné aux Cypriotes dix ans pour composer leurs différends et élaborer un compromis pour résoudre leur problème. La paix gardée pendant une décennie, c'est une réussite; malheureusement, le maintien de la paix n'est qu'un moyen en vue d'une fin. Cette fin, c'est de faire la paix. A ce propos, les paroles du secrétaire général des Nations Unies ont beaucoup d'importance. Dans un récent discours, il a tracé la distinction entre «garder la paix» et «faire la paix»; il a fait remarquer que dans les circonstances actuelles, les Nations Unies peuvent garder la paix, mais seules les parties en litige peuvent faire la paix. C'est ce qu'en dépit d'une décennie d'accalmie, d'occasions de débats et de compromis, les Cypriotes n'ont pas fait. En deux mots, les Nations Unies ont conduit les Cypriotes à la source mais ceux-ci ont refusé de boire. Maintenant, ils risquent de se noyer.

Il se peut qu'un jour il y ait intérêt à écrire l'histoire de la FNUCYP. Les péripéties de la protection de la paix à Chypre sont intéressantes en elles-mêmes. Mais quelle que soit la réussite que l'histoire attribue à la FNUCYP, la cruelle vérité demeure qu'en juillet dernier les Turcs ont envahi l'île. L'invasion a dangereusement rapproché la Grèce et la Turquie de la guerre et gravement compromis «la paix et la sécurité internationales» pour la sauvegarde desquelles la FNUCYP avait été mise sur pied. La FNUCYP pouvait-elle ou devait-elle prendre des mesures militaires pour repousser l'invasion turque? Il faut répondre catégoriquement «non», car ni les Nations Unies ni la FNUCYP n'avaient l'autorité ou le droit de défendre Chypre contre l'agression de l'extérieur ou les incursions de troupes étrangères. Il est à propos de remarquer que la FNUCYP n'est pas intervenue en 1965, lorsque la

Grèce a envoyé à Chypre environ 10,000 soldats, alors que les traités limitaient le contingent grec à 900 hommes.

Responsabilité des Cypriotes

Il est facile, et je crains que ce ne soit une habitude très répandue chez les Cypriotes, de rejeter le blâme de l'absence de paix à Chypre sur tout le monde sauf sur les Cypriotes. Il est certain que la Grèce et la Turquie, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Union soviétique, enfin tous les États intéressés aux Balkans ou au Moyen-Orient, se sont préoccupés de Chypre et s'y sont engagés. Pourtant aucun État, aucune alliance, n'est responsable de ce que les Cypriotes n'ont pas réussi à en venir à un accommodement, à un *modus vivendi*. Ce jugement sera mal vu des partisans de l'un ou l'autre peuple. Il sera inadmissible pour ceux qui estiment que les petits États doivent échapper à toute critique. Mais le fait demeure que les Cypriotes n'ont pas résolu leur problème, en dépit des dix ans de répit que leur a accordés la communauté mondiale au moyen de la FNUCYP.

L'*Enosis* a abouti à créer une Chypre indépendante. Le refus des Cypriotes grecs de reconnaître que l'*Enosis* (l'union à la Grèce) était irréalisable a détruit la souveraineté et l'unité de Chypre. Il est possible que ce refus et l'intervention turque entraînent la disparition totale de l'État cypriote. Il se peut aussi que l'*Enosis* et sa contrepartie, *Taksim*, soit l'issue du différend. Dans ce cas, une partie de l'île serait attribuée à la Grèce, l'autre à la Turquie.

Les leçons de l'expérience

L'expérience de Chypre nous a appris plusieurs leçons. D'abord et surtout, nous pouvons nous féliciter du fait qu'un organisme de l'ONU ait réussi à garder la paix pendant une décennie. Nous pouvons aussi être satisfaits de ce que l'institution et l'action d'une force armée composée de plusieurs nationalités pour maintenir la paix internationale n'aient pas donné lieu à de graves complications. La FNUCYP a fonctionné, et bien fonctionné, pendant dix longues années, ce qui donne la preuve absolue que le «savoir-faire» et la bonne volonté existent. Le financement de la FNUCYP donne aussi à apprendre. Trop peu de pays ont supporté une trop grande part des frais et Chypre a gagné trop d'argent de par la présence de la FNUCYP (un fait qui entraîne beaucoup de conséquences). Du point de vue politique, il était certainement correct de désigner un médiateur, au début; mais cela a sûrement été une erreur que de renoncer à la média-